

Atelier 6 – Faut-il nourrir les pauvres ?

L'accès digne à une alimentation durable et de qualité pour tous

Construire une démocratie alimentaire

Contexte

Derrière ce titre volontairement provoquant, nous avons voulu proposer dans l'atelier 6 une **réflexion critique de l'aide alimentaire**, suivie d'une discussion sur ce que pourrait être un **accès pour tous à l'alimentation**. Nous avons traité du cas français.

Pourquoi cette question intéresse-t-elle le monde agricole ? Et pourquoi nous intéresse-t-elle nous, les agricultures alternatives ?

Parce que **l'aide alimentaire est constitutive du système productiviste**.

Avant-hier en atelier nous avons vu, avec Dominique Paturel chercheuse à l'INRA, que **l'aide alimentaire est une soupape de sécurité pour écouler les surplus de l'agro-industrie**. Et elle a été construite comme telle.

C'est l'exemple, que nous a donné Dominique, des pommes qui ont été refusées à l'entrée du marché Russe et qui ont inondé l'aide alimentaire, mettant en échec un projet d'approvisionnement en direct auprès des producteurs d'une association de distribution alimentaire en Languedoc Roussillon.

C'est aussi cette phrase d'un représentant du syndicat majoritaire en 2010, alors qu'on s'apprête à inscrire l'aide alimentaire dans la loi agricole, et qui déclare devant l'Assemblée Nationale : « Pour produire assez, il faut produire trop. Et ce trop vous devez nous aider à l'écouler ».

→ cela présuppose qu'**une partie de la population a vocation à manger durablement** – a priori rien n'est fait pour que ça change- **ce que le circuit productiviste n'arrive pas à vendre**. Ça montre également combien est grande la déconnexion entre systèmes de production et consommation.

Par ailleurs, second constat, **l'aide alimentaire est aujourd'hui un marché, une filière à part entière**.

- 4,2M de personnes utilisent l'aide alimentaire quotidiennement
- 8M y ont recours dans l'année
- 15M ont un budget alimentaire contraint

L'aide alimentaire représente aujourd'hui en France 800 millions à 1 milliard d'euros, avec de fortes concurrences entre les opérateurs sur la gestion de ce marché de la pauvreté.

Face à l'institutionnalisation de ce qui devait être une aide d'urgence, et à l'insatisfaction d'un certain nombre de personnes sur la qualité et l'organisation des distributions- y compris

au sein des associations, nous devons nous demander : **pourquoi le système agricole et alimentaire ne parvient pas à nourrir durablement tout le monde ?**

Pépites

Nous avons hier matin écouté 3 interventions, d'acteurs côté social, dont nous avons retenu 3 pépites :

Magali Ramel, venue présenter le rapport d'ATD Quart Monde « se nourrir lorsqu'on est pauvre », nous a dit : « **le droit à être à l'abri de la faim et le droit à l'alimentation sont deux choses différentes** ».

Le premier est un droit de survie.

Le second intègre **les différentes fonctions de l'alimentation** : identité, plaisir individuel, fonctions familiale (nourricière des parents), sociale, mais aussi citoyenne. Or la précarité alimentaire fragilise ces fonctions : on voit naître des **tensions très fortes qui se cristallisent autour des dispositifs d'aide**.

Claude Bobey, du secours catholique, nous a dit « **avant de subir la honte d'aller à l'aide alimentaire, les personnes se sentent coupables de leur situation** », « **Certaines personnes viennent aux distributions la capuche enfoncée sur la tête** »

Il a ainsi dressé le constat que **les difficultés à se nourrir isolent**, plutôt que de regrouper sur la recherche de solution. Avec l'aide alimentaire, **nous avons construit des circuits pour pauvres**, stigmatisants et intrusifs – avec une asymétrie très forte entre le bénévole qui donne et celui qui en dépend.

Il nous a ainsi invités à penser le passage d'un système distributif à un système contributif

Enfin, notre troisième intervention était celle centre social de Brest, qui a accompagné des personnes modestes à créer un groupement d'achat alimentaire solidaire, le cabas des champs. Mickaël Louédec du centre social et Alain du cabas des champs nous ont présenté leur cheminement et le lien qui a été fait avec les agriculteurs locaux, notamment des agriculteurs en difficulté. Ils nous ont rapporté ce propos d'un des membres du groupement, une belle pépite: « **Si on m'avait dit un jour qu'avec mon RSA j'aiderai un agriculteur** »...

Propositions

Nous nous sommes livrés en fin d'atelier à un petit exercice prospectif. **Partant du constat que l'alimentation est un important marqueur de la fracture sociale, nous avons tenté d'imaginer une alimentation gratuite pour tous en 2050** : à quelles conditions est-ce que ça peut fonctionner ? Qu'est-ce que ça peut donner ?

Nous n'allons pas vous restituer nos nombreux débats, mais livrer 2 propositions concrètes :

- ➔ On demande **une exception alimentaire**, dans le droit de l'OMC, et que l'alimentation ne soit plus soumise à spéculation.
- ➔ On souhaite la **construction d'une véritable démocratie alimentaire**. Nous souhaitons reconnecter systèmes de production et systèmes alimentaire et penser

l'alimentation comme une question politique. Ce que nous avons imaginé ensemble n'est pas une question de gouvernance, qui renvoie à une vision gestionnaire, mais bien de participation citoyenne **et notamment de faire entendre la voix des plus pauvres.**

Magali Ramel qui représentait ATD, nous demandait : « une personne qui dépend d'une autre pour se nourrir, est-elle un citoyen à part entière aujourd'hui dans notre société ? ». Nous concluons notre atelier en rappelant que, **derrière l'alimentation, il y a bien aussi un enjeu de citoyenneté.**